

Visitez notre site internet : www.journaldelacorse.corsica

Journal de la Corse

Doyen de la presse européenne
L'hebdomadaire de défense des intérêts de l'île depuis 1817

Semaine du 12 au 18 juin 2020 | www.journaldelacorse.corsica



PCF

50 ANS APRÈS LES COMMUNISTES BASTIAIS À LA TRAPPE...

Contact

« *Mediterraneo* » à
l'honneur : « *Lumière
et Ombre* » primé

Invitée

Ghjaseppa Giacometti,
Cunsigliera esecutiva

R 27997 - N° 11215 - F.2,20 €



3 782799 702200 2200



RENAULT
La vie, avec passion

INVITATION
LE
MOIS
TRÈS PRIVÉ

Jusqu'à 7 000 €
d'aide à la reprise sur votre véhicule⁽¹⁾

EN JUIN DANS LE RÉSEAU RENAULT

PORTES OUVERTES DU 11 AU 15 JUIN⁽²⁾



(1) De 1 500 € à 7 000 € ajoutés à la valeur de reprise de votre véhicule roulant. Nous calculons cette valeur sur la base de l'observation en temps réel du marché et des transactions les plus récentes. Rendez-vous en ligne sur notre site www.cote.renault.fr pour effectuer votre estimation de reprise personnalisée. L'estimation ainsi délivrée est ensuite finalisée en concession par un professionnel de l'automobile, en votre présence. Voir conditions générales et détail des offres par modèle sur renault.fr et sur notre site www.cote.renault.fr. Offres sous condition de reprise, non cumulables et réservées aux particuliers, valables dans le réseau Renault participant sur une sélection de véhicules dans la limite des stocks disponibles, pour l'achat d'un véhicule neuf de la gamme Renault (hors Twizy et véhicules utilitaires), du 01/06/2020 au 30/06/2020 et sous condition d'immatriculation au 30/06/2020. (2) Ouverture exceptionnelle dimanche 14 suivant autorisation.

Renault recommande Castrol

renault.fr



express

U express VESCOVATO
vous souhaite la bienvenue !

Tél. : 04 95 38 02 80

Fax : 04 95 32 07 52

**Vos
COURSES
faciles et
rapides !**



Toques 2 Chefs

Traiteur & Événementiel

Chef Fred

06 75 79 55 86

Chef Quilichini

06 26 18 45 25

Cc. La Plaine Baleone - 20167 Sarrola-Carcopino - 04 95 78 74 52
traiteur@toques2chefs.fr

Société d'édition :
Journal de la Corse
2 rue Sebastiani - 20000 Ajaccio

Rédaction :
redactiondelacorse@orange.fr

Rédaction Ajaccio :
2 rue Sebastiani - 20000 Ajaccio
Tél : 04 95 28 79 41
Fax : 09 70 10 18 63

Rédaction Bastia :
7, rue César Campinchi
Tél : 06 75 02 03 34
Fax : 04 95 31 13 69

Annonces légales :
journaldelacorse@orange.fr

**Directrice de la publication
et rédactrice en chef :**
Caroline Siciliano

Directeur Général :
Jean Michel Emmanuelli

Directeur de la rédaction Bastia :
Aimé Pietri

Publicité :
Tél : 04 95 28 79 41
Fax : 09 70 10 18 63

Impression :
Imprimerie Olivesi Ajaccio
ISSN : 0996-1364
CPPAP : 0921 C 80690

**Soucieux de la protection
de l'environnement,
le Journal de la Corse
est imprimé sur papier recyclé.**

L'édito d'Aimé Pietri

L'AUTONOMIE PLUS CHÈRE QUE LES VIRUS

Pour ne pas écrire aujourd'hui encore sur les virus et leurs désastreuses conséquences notamment sur les prix qui vont nous revenir à tous les niveaux. A commencer par ceux que l'Etat devra payer pour que la Corse bénéficie d'une certaine autonomie qui commence à faire problème. Ainsi, le large transfert des compétences à la Collectivité Territoriale n'a pas été suivi, comme on pouvait l'espérer, d'un transfert de ressources équivalent. Cela a conduit à réviser à la hausse les impôts locaux, au grand dam du contribuable qui commençait à crouler sous leur poids. Et ce n'est pas fini, car il faudra de plus en plus d'argent pour financer, notamment, la maintenance des diverses structures d'accueil que l'Etat a « *refilé* », sans état d'âme, à la Collectivité. Il est clair que même en pressurant le citoyen au delà même de ses potentialités, la CTC ne pourra maintenir toutes ces structures en bon état de marche. Dès lors, il lui faudra, tôt ou tard, envisager leur démantèlement après avoir tenté - sans succès - de démontrer que pour quelques 300 000 habitants, deux ports et deux aéroports suffisent amplement et qu'il faut abandonner les projets d'autoroutes, de tunnels et autres grands travaux. Il y aurait, pourtant une solution à ce problème désespérant : pousser l'autonomie jusqu'à l'indépendance et chercher ailleurs d'hypothétiques ressources, tout en demandant aux citoyens d'impossibles efforts. Sait-on, par exemple, que la totalité de l'impôt sur le revenu payé par les Corses est à peine suffisante pour assurer le fonctionnement des hôpitaux de Bastia et d'Ajaccio et combler, à l'occasion, leur impressionnant déficit. En attendant, les effets pervers de la décentralisation vont finir par nous faire regretter le centralisme, que naguère nous avons tant décrié.

Agenda/Brèves 4

Invitée 6

Ghjaseppa Giacometti,
cunsigliera esecutiva
incaricata di a cultura, a
furmazione è l'educazione

Politique 8

Communistes bastiais : une
rupture tête haute

Société 12

Racisme et violence, basta !

Lingua Corsa 16

Maschere : u bellu sustegnu
di e donne d'Eccica Suarella

Contact 22

« *Mediterraneo* » à l'honneur
Un prix pour « *Lumière et
Ombre* »

Humeur 25

Sport 26

Football : La formation,
priorité du SC Bastia

LE REGARD DE Delémère

+ 008



Le préfet de Haute Corse hausse le ton

Dans un communiqué diffusé le week-end dernier, il menaçait de fermeture administrative les bars dans lesquels les règles sanitaires ne seraient pas respectées. Il dénonçait des comportements jugés « *dangereux et irresponsables* » qui ont été dénoncés dans des établissements de Lucciana et Saint Florent.



Un premier avertissement suite au constat des forces de l'ordre qui relevaient un manque de distanciation entre les clients. Le préfet de Haute-Corse devait recevoir les gérants des établissements visés afin que ces derniers expliquent les débordements observés. Il menaçait de fermetures administratives et rappelait l'obligation du respect des gestes barrières.

Ajaccio : un partenariat inédit avec le Collège Saint-Paul

Le collège et lycée Saint Paul d'Ajaccio a décidé d'innover en matière d'enseignement. Ainsi, son chef d'établissement, François Grimaldi-d'Esdra a dévoilé, la



semaine dernière, une nouvelle donne pédagogique pour les classes de 6ème et de 5ème en proposant quatre sections articulées autour de projets interdisciplinaires, chacune d'elle ayant chacune une identité, une coloration : la section Bilingue Corse, la section Arts, Culture et Patrimoine, la section Langues et Cultures Européennes et enfin la section Sciences et Démarches Expérimentales. L'idée consiste à participer, à travers des sorties pédagogiques trimestrielles, à l'épanouissement des élèves. Chaque trimestre, ils pourront, par des visites sur site, aborder et partager des notions de leur programme...

L'Espace Diamant planche déjà sur la rentrée 2020

Si le confinement et la crise liée au Covid ont mis un terme aux animations estivales et aux différentes programmations, l'Espace Diamant d'Ajaccio évoque déjà la rentrée prochaine. En raison de l'épidémie de Coronavirus, 16 spectacles n'ont pas pu se tenir et 11 seront reprogrammés tout au long de

la saison 2021. En accord avec Laurent Marcangeli, la priorité a été donnée aux acteurs insulaires qui seront 5 à remonter sur la scène ajaccienne. La crise sanitaire



n'aura pas freiné l'envie des artistes de retrouver leur public puisque 46 spectacles sont déjà prévus pour la saison à venir contre les 35 l'année précédente.

Election de François Sargentini

Il a été élu le weekend dernier à la présidence de la communauté de commune de Pascal Paoli. Une victoire arrachée avec une courte majorité, 32 voix sur 60. Sa concurrente Cathy Cognetti, conseillère territoriale d'Andà

per Dumane, a, quant à elle comptabilisé, 23 votes. En revanche, les candidats présentés par François Sargentini pour les différentes vice-présidences ont échoué pour le moment. La première-vice-présidence est revenue à Cathy Cognetti et la deuxième vice-présidence est



attribuée à Maria Guidicelli. François Sargentini succède à Paul Santu Parigi qui se félicitait de son bilan. Cette intercommunalité est la plus grande de Corse. Elle est étendue sur 4 territoires et regroupe 42 villages.

Onze interpellations à Ajaccio et Porticcio

La section de recherches de la gendarmerie de Corse a procédé la semaine dernière à l'interpellation de 11 personnes, résidant à Ajaccio et sur la Rive Sud dans le cadre d'une enquête sur trafic de stupéfiants. Il s'agirait d'un véritable réseau démantelé. Les personnes ont été présentées en fin de semaine à un juge d'instruction ajaccien. Cinq d'entre elles ont été mises en examen pour « *trafic de stupéfiants* » et ont été placées sous contrôle judiciaire. Les six autres, en revanche, ont, pour leur part, été écrouées.



Caserne Miollis : les militaires sur le départ

Un an, à un mois près, après la cession officielle de la Citadelle d'Ajaccio à la Ville, les militaires ont définitivement quitté les lieux la semaine dernière. Le procès-verbal de passation a été signé avec le colonel Ribette, en présence du député Jean-Jacques Ferrara. Après cinq siècles de présence militaire et d'une histoire chargée, le moment est historique pour Ajaccio. Mais les quinze années qui se sont écoulées, ont précipité la dégradation du site. Des travaux majeurs sont donc à réaliser pour aménager les 2 hectares de terrain et 26 000m² de surface habitable, il faudra, dans un premier temps, procéder au classement du site...



calomnieuse. Les investigations ont été confiées à la direction départementale de la sécurité

publique de Bastia. La tension monte donc dans la course à la mairie de Bastia.

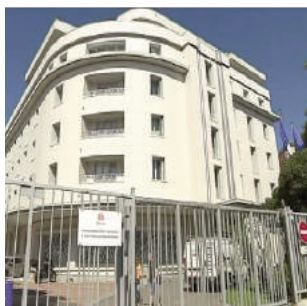
Les parcs corses sont réouverts

En Balagne, Parc de Saleccia, cet écrin de verdure a réouvert le 15 mai dernier. C'est la pleine floraison, le parc ressemble à un soleil. Une pléiade de fleurs à couper le souffle, 40 variétés de lauriers roses, 40 agapanthes multicolores, ça sent le printemps. Buvette et petite restauration fermées, piqueniques autorisés le parc est spacieux. Pas de promenades à poneys, ni de ruche de démonstration, idem pour les ateliers, conférences ou autres manifestations. Un seul événement est maintenu c'est l'A.G de Umani début juillet parce qu'ils ne seront pas nombreux. Expos de printemps réparties entre juillet et août prochains. Location de la salle pour les mariages, anniversaires reportée à 2021. Le parc est ouvert du jeudi au dimanche de 10h30 à 18h30 jusqu'au 31 octobre. Isabelle reçoit le public avec toutes les conditions requises, gestes barrières, distanciation... Nebbiu, Corsica Zoo, qui n'a pas encore fêté ses 1 an, a bien du mérite. Le parc compte 300 animaux sur 8 ha. Pascal fait de son mieux, un dromadaire et un chameau sont arrivés récemment. Le zoo s'est enrichi d'autruches africaines, d'une grande volière avec des perruches australiennes, les gens peuvent rentrer et nourrir les animaux. Tous avaient un protocole sanitaire obligatoire pour éviter tous risques. Cette année création de l'activité « *soigneur d'un jour* » avec une animatrice. Buvette et petite restauration ouvertes, les piqueniques sont bienvenus. Des travaux d'aménagements sont en cours. Ouverture 7 x 7 de 10 h à 19 h jusqu'au 03/01/2021, compter 2 h de visite. Vero, A Cupulatta. Pierre, 10 ans de présence, toujours le moral malgré la double peine de l'année écoulée. Tempête Fabien qui fut un désastre, 8 tortues à gouttelettes d'Amérique du nord écrasées par le fleuve, les gravats et ensuite le covid-19. Les responsables ont effectué des travaux dantesques, le parc peut recevoir à nouveau. Boutique, buvette et petite restauration ouverts, on peut amener son piquenique. Bien entendu comme partout, gestes barrières, distanciation et sens de circulation. Ils sont tous en sous effectif et reçoivent très peu de visiteurs. Dur, dur...

Plainte à la mairie de Bastia

Samedi dernier, une enquête a été ouverte par le parquet de Haute-Corse. Une plainte a été déposée à l'encontre d'un colistier de Jean-Sébastien de Casalta qui porte une liste d'union opposée au maire sortant Pierre Savelli. La plainte vise des faits de « dénonciation calomnieuse » et fait suite à une altercation entre le colistier et une employée municipale. Dans le viseur de la justice : Dominique Rossi membre du parti radical de gauche et ancien directeur de cabinet d'Emile Zuccarelli. Ce dernier est sur la liste d'opposition « *Unione per Bastia* » du candidat Jean-Sébastien de Casalta. Samedi, une plainte a donc été déposée par une employée municipale chargée de la direction par intérim du cimetière de Montesoro. Cette plainte fait suite à une altercation

qui aurait eu lieu la veille dans le bureau de l'employée municipale. L'employée reproche à Dominique Rossi de l'avoir accusée à tort de distribuer des concessions funéraires à des fins électoralistes. Elle assure avoir été prise à parti devant deux témoins. Très choquée, l'employée



municipale a été hospitalisée et faisait l'objet d'une ITT de trois jours. L'avocat de Dominique Rossi assurait que son client contestait les faits. La plaignante doit désormais démontrer qu'il s'agit bien d'une dénonciation



Ghjaseppa Giacometti, consigliera esecutiva incaricata di a cultura, a furmazione è l'educazione

« *Ci serà una lezzione da ritene di sta crisa à u livellu culturale è suciale* »

Cù a crisa sanitaria ch'è noi campemu avà dapoi più di trè mesi è ch'un face chè principià, tutti i duminii sò tocchi. Cusì, è dopu à l'eletti incaricati di l'aspettu sanitariu, i prufessionali di turisimu, i sindacati è d'una manera generale, quelli chì sèo impegnati à prò di l'ecunomia, tocca, sta settimana à l'aspettu culturale abbastanza debule cù a crisa. Festivali, cuncerti è fiere di l'estatina annulate, incertezza di l'avvene à cortu andà, hè l'occasione, per Ghjaseppa Giacometti, consigliera esecutiva incaricata di a cultura, a furmazione è l'educazione di fà u puntu, à una decina di ghjorni di l'estate nantu à sta situazione. Ci dà, à tempu u so parè nantu à a pulemica nata cù u Retturatu...

Chì hè u vostru parè nantu à a situazione sanitaria in Corsica ?

Oghje, a situazione hè in evoluzione in u sensu bonu. Dapoi u mese di marzu è i dui primi rapporti di u scunfinamentu u 7 è u 29 di maghju, avemu seguitatu ogni ghjorni, issa situazione sanitaria. Ci sò, di sicuru, segni chì ci mostranu chì l'epidemia cala. Ci vole sempre à fà casu è circà, à tempu, ad avè di più infurmazione ma speremu d'andà ver di a fine di l'epidemia...

« A leia suciale o a nuzione di cumunità devenu esse per noi una primura »

Un'epidemia chì hà fattu quantunque abbastanza male in tutti i duminii, masimu à u nivellu culturale cù l'annulazione di a maiò parte di i festivali o eventi impurtanti. Una situazione cumplicata per a cultura questu annu ?

Dapoi u principiu di a crisa, a CdC hè in leia permanente cù l'attori culturali. Avemu seguitatu issa situazione, e dichjarazione di i ministri è l'annunci anu avutu un effettu, di sicuru, nantu à l'organisations di e manifestazioni. Iss'incertezza maiò mette l'attori nantu à una situazione cumplicata. Stemu accantu à elli. Avemu pigliatu misure in gira à l'aiuti è i dispositivi ch'è noi pudiamu mette in piazza. Aghju avutu, per contu meiu, un scambiu qualchì tempu fà cù u ministru di a cultura per fà ricullà l'inquietudine di l'organizatori di i festivali,

l'intermittenti di u spettaculu, ecc... Ch'ellu ci vulia à tene un discursu chjaru per permette à l'attori d'avè un sguardu nantu à a so situazione. À tempu, aghju scontru qualchì attore culturale, aghju da riceve una delegazione d'intermittenti di u spettaculu a settimana chì vene per fà un puntu precisu...

Chì sò e misure pruposte da a CdC ?

Pruvemu di mantene una parte di l'aiuti ch'un sò micca rimpattati da l'assicuranze, mantene dinò un impiegu quand'ellu hè minacciatu. È arrimbatu à l'annu scorsu, avemu mantenutu e suvvenzione per l'inseme di l'attori. Cusì, s'hè pussutu avè un primu aiutu di a CdC durante a crisa. Discurrimu, avà, di manera à appruntà a fine di l'annu secondu à a situazione sanitaria è dinò intornu à l'annu chì vene postu chì ci seranu torna difficoltà liate à ciò chì hè accadutu questu annu.

I festivali maiò cum'è Porto Latino, Les Nuits de la Guitare di Patrimoniu o Jazz in Aiacciu, chì danu, alidà di u so spechju culturale, un soffiu à l'ecunomia isulana, sò stati annullati. Un colpu dinò impurtante ?

Quelli chì opponenu à culturale è l'ecunomia si rendenu contu, oghje, quantu sti dui vettori sò liati. Ci hè un'ecunomia di a cultura, chì porta un valore ch'un hè micca solu quellu di u soldu. Ghjè dinò u valore di a leia suciale ch'ella crea. Ma ci hè, à tempu, un valore ecunomicu chì custituisce un pesu maiò. In giru à ste manifestazioni, ci hè tuttu un'ecunomia chì si sviluppa. Questu annu, l'annulazione di festivali mintuati, hà da purtà un colpu à l'ecunomia. Cum'e diciu



nanzu, semu à fiancu à l'organizatori per pruà di mantene ciò ch'è noi pudemu per tutti st'associ ma hè vera chè un colpu economicu sarà impurtante. Òn si pò ancu misurà lu per avà...

Sempre liate à a cultura è ancu s'ùn hè micca a vostra competenza diretta, e fiere, spechje di u sapè fà isulanu. Qui dinò, si perderà monda ?

Ùn aghju micca a carica diretta d'issa tematica ma hè vera ch'ella face parte di a cultura è di l'animazione ch'è noi vulemu dà à i nostri territorii. Sò appuntamenti maiò, à mezu à una leia suciale maiò, chè a ghjente aspettanu tutti l'anni per ritruvà i pruduttori, l'artigiani è fà campà un territoriu. U presidente di l'Odarc, Lionel Mortini hè à fiancu à a vita associativa di i paesi. Circhemu d'accompagnà li in sti mumenti difficili ma ci seranu conseguenze. Per stà nantu à un filu pusitivu, pensu chè ci serà una lezzione da ritene di sta crisa à u nivellu culturale è suciale. Puderemu, forse l'annu chì vene, rendeci contu quantu a leia suciale o a nuzione di cumunità devenu esse per noi una primura.

Si ponu misurà, oghje, i disagi culturali d'issa crisa ?

Ci vole à misurà ciò chì si trova in giru à tutte ste manifestazione, di manera più o menu indiretta. Ci hè tutta un'organizzazione è aldilà, riservazione, alberghi è usterie. Tuttu què averà conseguenze economiche maiò, ciò ch'è d'iciu nanzu, cù sta leia trà l'economia è a cultura.

Quantu ci vulerà tempu per pudè vultà à una situazione « normale » ?

Ùn si sà per avà. Parlavamu, à principiu, di a situazione sanitaria. Oghje, u criteriu maiò di gestione d'issa crisa hè l'evoluzione di u siscu. À chì ne seremu di vaghjime ? Quale a sà ? Certi dicenu chè l'epidemia hà da vultà, d'altri ch'ella s'hà da spenghjè. Semu quì davanti à un'incertezza. Cumu hè di pettu à què ch'è noi pigliemu e nostre decisione, hè difficile d'avanzà. Semu in obblighu di privene cù scenari diversi per esse pronti à accompagnà tutte e situazione. Eppo, ci hè à tempu a scelta di l'organizatori di tutte isse manifestazione di pudè mantenele.

Ne anu, in tutti i casi, a vulintà. Speremu chè l'annu prussimu, a situazione ci permetterà d'avè una cunfidenza ritrova, per u mumentu, ùn la sapemu.

A CdC hà decisu d'ùn apre nè i cullegghji, nè i licei, una decisione cuntraria per rapportu à u Retturatu chì s'era, ellu, prununciatu in favore di l'apertura, arrimbatu nantu à e misure nazionale. Una situazione pisia ?

Avemmu pigliatu sta decisione u sette di maghju chè a situazione sanitaria ùn permetta micca, à l'epica è secondu à noi, d'apre in cundizione bone. Òn avemu micca vultatu piglià issu risicu quì cum'è, d'altronde, in d'altri paesi d'Europa. A situazione sanitaria ùn era mancu appena stabilita, ùn aviamu micca u rinculu necessariu per fà l'affare cum'ellu ci vulia, masimu per u prutocolu sanitariu è per rapportu à tutti l'insignanti è aldilà, tutti i persunali cuncernati (aiute materne, guarderie, cantine, donne di pulizzia, ecc...). Si divia trattà d'assicurà a cuntinuità pedagogica è l'avemu fattu accompagnendu e squadre o i capi stabilimenti ma ùn si pudia micca pensà à l'apertura. A pulemica nata dopu hà pigliatu a suprana cù una strumentalizzazione pulitica chì s'hè messa à mezu è chì hà piattatu e decisione vere di a Cullettività. S'hè trattatu di dirittu à l'Educazione intrappulatu è d'affari ch'ùn avianu nulla à chì vede cù a realtà. Òn parlavamu d'ùn vultà mai più à a scola ma solu d'una situazione sanitaria chì, ghjustamente, ùn lu permetta micca. U 29 di maghju, cù un rapportu novu, avemu fattu pruposte da pudè urganizà, in u tempu chì ferma, aiuti, casu à casu, stabilimentu per stabilimentu, i sculari chì ne anu u più bisognu. Semu ind'un' accademia chjuca chì ci permette di mette in piazza issu travagliu di precisione cù i zitelli chì t'anu un veru bisognu. Per l'altri, assicurà una cuntinuità pedagogica è soprattutto appruntà a rientrata. Cù dui scenari pussibili : sia u siscu sparisce è ci seranu solu misure sanitarie e più legere, sia riparte o hè ind'una circolazione impurtante, tandu ci serà un protocolu sanitariu forte. Ch'ellu ci toccherà à appruntà i trasporti, a cantina, a spiazamenti in i stabilimenti... U tuttu di manera à fà chè a rientrata ùn sia micca fatta incù l'angoscia. Dumanderà, iss'estate, un travagliu in cumunu cù u mondu educativu, e comune, i stabilimenti, l'associ... Eccu e nostre pruposte, micca di più. Tandu, ùn avemu capitu a pulemica, masimu chè i cullegghji è licei sò stati aperti chè i persunali anu continuatu à travaglià. Ci sò stati consigli di classe, d'urientazione, travagli di l'insignanti per assicurà a cuntinuità pedagogica...

S'hè trattatu quantunque di rapporti difficili cù a Rettrice...

L'aghju avutu parechje volte durante u cunfinamentu per fà li parte di ciò ch'è noi faciamu. Avemu dumandatu una rientrata generale di settembre ma dicendu chè frà tempu eramu pronti à travaglià nantu à problematiche di certi sculari. Ci hè statu una vulintà d'aduprà una foglia di strada tale è quale per rapportu à quella di u guvernu. Òn avemu mai ricusatu u discorsu ma, à un mumentu datu avemu avutu un discorsu dritt, sempre u listessu in giru à una rientrata prugressiva, puntu è basta. Ci vole à ritruvà un modu di funziunamentu cù i sindacati d'insignanti, e federazione di parenti di sculari, i ripresentanti di capi stabilimentu è l'autorità accademica. Truvemu issu spaziu quì per discorre, fà pruposte è avanzà. Masimu chè l'annata hè guasgi compia.

• Interview réalisée par Philippe Peraut

Communistes bastiais : une rupture tête haute

La rupture entre le Parti Communiste et Jean Zuccarelli a mis fin à une alliance à l'échelle municipale qui a duré plus de cinquante ans. Une page de la gauche corse a été dignement tournée.



Les conditions ayant déterminé l'alliance municipale entre la gauche communiste et la gauche radicale bastiaise incarnée par la famille Zuccarelli ont vu le jour le 14 octobre 1967. A cette date, le Conseil d'État a annulé les élections municipales de Bastia de mars 1965 à l'issue desquelles la liste de droite du maire sortant Jacques Faggianelli avait été déclarée gagnante aux dépens de la liste de gauche conduite par le radical Jean Zuccarelli qui comprenait des radicaux, des communistes et des SFIO (socialistes). La haute juridiction administrative a considéré que l'inéligibilité de deux colistiers de Jacques Faggianelli entraînait l'irrégularité de sa liste et que des « fraudes graves » avaient entaché le vote par

correspondance. L'annulation a fait office de rampes de lancement d'une conquête de la mairie de Bastia par Jean Zuccarelli et d'une alliance Parti Communiste / Famille Zuccarelli qui a duré plus d'un demi-siècle. En effet, Jean Zuccarelli ayant ceint l'écharpe de maire en janvier 1968, son élection a permis le début d'une cogestion de Bastia entre les radicaux et les communistes qui a duré jusqu'en 2014. De 1968 à 1986, le communiste Pierre Giudicelli a été le premier adjoint de Jean Zuccarelli. Pierre Giudicelli étant décédé en cours de mandat, Ange Rovere qui avait siégé pour la première fois en 1983 au conseil municipal, a été élu premier adjoint à l'issue des élections municipales de mars 1989 et l'est

resté jusqu'en mars 2014. Ayant d'abord été aux côtés de Jean Zuccarelli, cet enseignant et historien a ensuite été le bras droit du fils de ce dernier (Émile Zuccarelli). En 2014, Jean Zuccarelli, petit-fils de Jean et fils d'Émile, ayant été défait par une coalition conduite par Gilles Simeoni, les communistes bastiais ont maintenu le cap qui était le leur depuis près d'un demi-siècle. Avec Jean Zuccarelli, jusqu'à la fin février de la présente année, ils ont été des opposants résolus à la majorité municipale à dominante nationaliste.

Ni préalable, ni esprit partisan exacerbé

Dès le premier tour des élections municipales bastiaises qui a eu lieu en mars dernier, les

communistes ont fait le choix de soutenir Jean Zuccarelli. En ce sens, dix-sept des leurs ont contribué à la formation de la liste Choisir Bastia que conduisait ce dernier et au résultat honorable qui a été obtenu (13,83%). Les communistes ont ensuite suivi Jean Zuccarelli dans la recherche d'une alliance, autour de Jean Sébastien De Casalta, de toutes les oppositions au maire sortant nationaliste Pierre Savelli. Michel Stefani, le secrétaire régional du Parti Communiste, l'a d'ailleurs précisé : « *Nous avons participé à quatre réunions organisées par Jean Sébastien De Casalta, deux après le 1er tour (les 16 et 21 mars) et deux après le déconfinement (les 26 et 28 mai) auxquelles la droite était invitée.* » Le refus des communistes de participer à la liste de Jean Sébastien de Casalta n'a donc pas résulté d'un préalable. Il semble aussi qu'il n'ait pas découlé d'un esprit partisan exacerbé. La participation à quatre réunions et le positionnement ressortant des propos ci-après de Michel Stefani suggèrent plutôt que les communistes étaient disposés à un compromis : « *A chaque réunion, nous avons exposé notre analyse des résultats et précisé les contours du rassemblement pour une alternative électorale et politique solide dans le temps et pour ce faire, indéniablement républicaine, mais avant tout à gauche.* » Leur souplesse dans le passé avec des choix tactiques de Jean Zuccarelli puis Emile Zuccarelli attestent également que les communistes pouvaient être favorables à un compromis. Entre 1968 et 2008, ils ont en effet accepté l'ouverture des listes Zuccarelli à des personnalités politiques et des notables de la droite bastiaise, ainsi qu'à des acteurs économiques qui n'avaient guère la fibre sociale dans l'exercice de la gestion de leurs entreprises.

Confrontation à une ligne jaune

En réalité, les communistes ont été confrontés à une ligne jaune dont le franchissement aurait représenté un total renoncement



Michel Stefani

idéologique et politique. Que Jean-Martin Mondoloni soit pressenti pour revêtir avec leur concours l'écharpe de premier adjoint, était inacceptable pour des militants se déclarant en opposition frontale avec la droite. Tout comme il était inacceptable pour eux d'adhérer à des options qui conduiraient à ne pas faire porter aux plus aisées des Bastiais la hausse des coûts du service public et de la solidarité. Michel Stefani a d'ailleurs été très explicite :

« *Nous avons dit que le déplacement du curseur vers la droite était contradictoire avec les engagements pris à gauche avant le premier tour (...) Nous ne pouvions laisser croire aux électeurs qu'une politique de gauche pourrait se faire identiquement avec un premier adjoint de droite (...) Avec la gestion calamiteuse des déchets et la hausse phénoménale de la TEOM (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères) qui se dessine dans un silence complice des candidats à ce second*

tour, le refus d'augmenter la fiscalité semble plus que compromis comme d'ailleurs la priorité donnée à la construction de logement sociaux. (...) S'agissant de Bastia, ville dont l'histoire politique se confond avec celle de la gauche en Corse et dans le pays., les postes de Maire et de premier adjoint y définissent, ainsi, depuis 1968, l'orientation politique de la majorité municipale (...) Nous aurions pu au bénéfice de quelques strapontins promis, vendre notre âme dans cet accord sans principe. Nous ne l'avons pas fait. » Si l'on considère que, chez nous, les communistes ne disposent plus aujourd'hui d'aucun véritable levier de pouvoir, leur sortie tête haute mérite d'être saluée. Michel Stefani aurait pu conclure ses communiqués par « *Tout est perdu fors l'honneur* »

• Pierre Corsi



INSEME
association

La plateforme d'information et de solidarité de la communauté Corse sur internet dédiée à la préparation d'un déplacement médical sur le continent.

consultez www.inseme.org

N°Vert 0 800 0 0 7 894

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Elections Municipales, 2e tour Isula Rossa

Angèle Bastiani (U Core di Lisula) : « Confirmer la direction prise le 15 mars dernier »

Aux commandes de la liste « *U Core di Lisula* », Angèle Bastiani, conseillère municipale sortante, a créé la surprise le 15 mars dernier en arrivant en tête à l'issue du premier tour. Elle nous présente son projet pour la ville et les enjeux du second tour....



Quelle analyse faites-vous du premier tour?

Ces résultats ne sont absolument pas une surprise, bien au contraire. Notre équipe travaille depuis de nombreux mois auprès des Ile-Roussiens pour construire avec eux un projet qui permettra de sortir la ville de sa situation critique. Les femmes et les hommes qui portent ce projet ont rencontré une adhésion sans précédent. Nous savions que le moment était venu, et que nous sortirions en tête de ce premier tour, malgré la présence de trois listes. Et nombre de nos soutiens ne se sont pas déplacés en raison des conditions sanitaires, ce qui amplifiera notre résultat au second tour.

Qu'est ce qui, selon vous, a convaincu une majorité d'Ile-Roussiens?

L'Ile Rousse est une ville en déclin, tous les chiffres en témoignent : démographie, transports, chômage... Notre projet est ambitieux. Les Ile-Roussiens s'y sont retrouvés, car ils sont aussi ambitieux que nous pour leur cité. La gestion actuelle est arrivée en bout de course,

notre commune perd des habitants de manière radicale, aucun grand projet n'est en préparation. Qui voudrait voir cette situation perdurer ? C'est pour cette raison que nous sommes arrivés largement en tête.

Les grands axes de votre mandature en cas de victoire?

Nous travaillons sur six axes : la création d'un PLU, un programme autour de l'habitat, une réforme de la circulation et du stationnement, le développement de transports urbains et de mobilités douces, l'impulsion d'une vitalité culturelle, sportive et associative, et bien entendu le renforcement et le soutien à l'activité économique de la ville. Autour de ces six axes, nous ambitionnons de mettre en œuvre douze grands travaux, dans toute la commune, que l'on peut trouver en détail sur notre programme et sur notre site internet. Et suite à la pandémie qui a tant affecté notre commune, nous ajoutons à cela des mesures d'urgence sur le plan économique, social et sanitaire afin de réparer les dégâts autant que faire se peut, et de préparer l'avenir sereinement.

Comment comptez-vous convaincre, dans un délai restreint, les abstentionnistes du premier tour pour maintenir votre écart?

S'il reste des indécis, nous les incitons à lire nos propositions pour la ville, à prendre connaissance de nos engagements individuels et collectifs, à s'imprégner de notre démarche et de nos ambitions. Nous avons élaboré un véritable programme au bénéfice des Ile-Roussiens et de notre ville et avons su réunir autour de ce programme des personnes compétentes et dynamiques qui sauront le mettre en œuvre. Il n'y a pas d'autre alternative le 28 juin que de confirmer la direction prise le 15 mars dernier, en votant pour la liste U Core di Lisula, afin que L'Ile-Rousse reprenne enfin vie et sorte de son lent déclin.

• Interview réalisée par Philippe Peraut

Elections Municipales, 2e tour Isula Rossa

Jean-Joseph Allegrini Simonetti (Lisula Sempre) : « Convaincre les abstentionnistes pour inverser la tendance »

Maire sortant en place depuis trois mandats consécutifs, Jean-Joseph Allegrini Simonetti n'est arrivé qu'en deuxième place à Isula Rossa en mars dernier. Il livre son analyse de la situation à 15 jours d'un deuxième tour qui s'annonce très serré face à la liste conduite par Angèle Bastiani.

Quelle analyse faites-vous des résultats de mars dernier ?

Elle est très liée à la crise du Covid même si cela s'applique à tous les candidats. J'ai un électorat plutôt conservateur et l'on s'est rendu compte avec les émargements que nous avons pu avoir il y a une dizaine de jours, que de nombreux électeurs n'ont pas voté lors du premier tour. Il nous appartient donc de les mobiliser pour remporter le scrutin le 28 juin prochain.

Trois mois se sont écoulés entre le premier et le second tour, une première nationale. Un atout ou au contraire un handicap ?

On se rend compte, aujourd'hui, que le virus s'éteint progressivement. On devra s'attendre à une participation beaucoup plus importante qu'en mars dernier. Avantage ou inconvénient, je l'ignore pour tout vous dire. Ce deuxième tour doit avoir lieu, c'est mieux pour la démocratie. Pour vous donner un ordre d'idée, plus de 90% des habitants votent, d'une manière générale aux élections municipales à Ile Rousse, nous en étions à moins de 70% le 15 mars, ce qui représente 900 voix. Sachant que nous arrivons à la deuxième place avec près de 70 voix d'écart, nous devons faire la différence...

Un entre-deux tours de trois mois. Un délai un peu long pour remobiliser les troupes ?

Oui d'autant qu'avec la crise sanitaire où je vous le rappelle, des cas positifs ont été recensés à Ile Rousse, nous avons été très impliqués à ce niveau. Les élections sont passées au second plan. Nous étions le terrain quasiment au quotidien. Ensuite, nous n'avions pas les cahiers d'émargement et il nous était très difficile d'avoir un regard précis sur les votants du premier tour. On a ensuite évoqué septembre voir même janvier 2021 pour le deuxième tour. Difficile, dans cette perspective, de se projeter. J'ai continué à assumer ma fonction de maire du mieux possible.

Comment abordez-vous ce délai jusqu'au 28 juin ?

Nous allons essayer de convaincre les abstentionnistes pour inverser



la tendance. On reste assez surpris malgré un taux de participation faible, de n'arriver qu'en deuxième position de ce scrutin. Très franchement, je ne m'y attendais pas. En voyant le nombre de non votants qui nous sont favorables, nous avons compris la situation. Pour autant, rien n'est joué. L'électorat, même si le mien est plutôt fidèle, est versatile. Aujourd'hui, la tendance face au Covid, s'inverse. Ce qui va nécessairement accroître le nombre de votants le 28 juin. Les habitants de la commune se sentent mobilisés mais cela peut être à double tranchant. Je reste, pour ma part, plutôt confiant.

• Interview réalisée par Philippe Peraut

Racisme et violence, basta !

Les violences policières explosent et s'exposent à relancer les débats qui s'étaient tus le temps d'un confinement, durant lequel étaient pointées certaines dérives discriminatoires. L'apparente impunité, ça finit par faire oublier qu'il y a des lois et des règles, pour tout le monde, y compris les forces de l'ordre. Et que le racisme n'est pas toléré, ni tolérable, nulle part sur le territoire, dans aucun contexte, jamais.

Fractures sociales, c'est reparti

Si pendant le confinement, on a pu assister à des initiatives spontanées de solidarité, à des élans de fraternité, il ne faut pas oublier que dans certaines banlieues le feu couve sous les braises avec des tensions palpables. On a eu deux attaques terroristes pendant le confinement. Cette crise économique et sociale qui s'annonce va provoquer des cassures, des fractures supplémentaires dans la société française. L'unité nationale face à la crise de la COVID-19 n'a jamais été au rendez-vous. Trop de différences et d'indifférence. Les injonctions contradictoires auxquelles les Français ont eu



l'impression d'être soumis n'aident pas non plus à pacifier une situation toujours tendue. Les grandes hésitations et les changements de cap pendant la crise ont renforcé la défiance globale de l'opinion et a fortiori dans le gouvernement, et plus particulièrement dans les forces de l'ordre. Ce que les Français attendent à l'issue de cette crise sanitaire toujours latente, ce sont des mesures sociales fortes, pas des coups de matraque.

Rapports de force

À la suite de la mort de George Floyd, des

émeutes ont embrasé les États-Unis jusqu'à faire plier la justice qui a requalifié cette mort en meurtre. En France, cette mort a relancé les manifestations dénonçant les discriminations et le racisme dans la police. Fin mars, plusieurs associations, parmi lesquelles Human Rights Watch et la Ligue des droits de l'homme, avaient alerté le ministère de l'Intérieur sur des contrôles policiers « abusifs » et des « violences » pour faire respecter le confinement et avaient appelé à la vigilance des autorités. Durant le confinement, des habitants avaient dénoncé des violences policières, vidéo à l'appui. La violence ou brutalité policière caractérise l'action violente conduite par des policiers, dans l'exercice de leurs fonctions, envers d'autres personnes hors du cadre défini par la loi. On parle de bavure policière dans les cas les plus graves, en particulier dans les cas conduisant à la mort de la personne violentée. Les violences et brutalités policières sont contraires à la loi française. Une nouvelle appli smartphone permet de filmer les policiers en intervention et de stocker le contenu sur un serveur sécurisé dans le but de « dénoncer les violences policières ». L'appli UVP est dans le collimateur de la police qui dénonce la « surveillance citoyenne ».

Policiers bashing

Dans ce climat délétère et de haine anti-flic, il ne faut pas s'étonner que la proposition de loi d'Éric Ciotti pour empêcher la diffusion d'images de policiers n'ait suscité un tollé. Il est évident qu'il faut protéger les fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction. En 2018, lorsque deux mineurs avaient agressé un policier à Bastia, ils ont été poursuivis. C'est aussi vrai pour les policiers qui dépassent leurs prérogatives. Au prétexte de la sécurité, il ne fait pas légiférer contre les principes



fondamentaux garantis par la Constitution française et les textes européens. Le racisme et le sexisme dans la police sont connus. Reste à savoir s'il s'agit de fait d'agents isolés à sanctionner individuellement ou du symptôme d'un mal plus profond au sein de l'institution policière. L'inspection générale de la police nationale (IGPN) est régulièrement saisie pour enquêter. Il existe d'ailleurs un service en ligne permettant à toute personne victime ou témoin de comportement susceptible de mettre en cause un agent de la Police nationale d'un policier de le signaler. Pour autant, il ne faut pas oublier que les policiers peuvent faire usage de la force dans certains cas, le maintien de l'ordre étant une fonction essentielle pour la stabilité des institutions et éviter le chaos. L'usage de la force est régi par la légitimité, la nécessité, la proportionnalité et la précaution. Pas de quoi justifier les méthodes très utilisées de placage ventral ou de piége, ni l'arsenal dont bénéficie la police, qui ne se gêne pas pour l'utiliser, l'usage des armes à feu par les forces de l'ordre en 2019 ayant augmenté de 57 %. Maintenir l'ordre public, certes, mais assurer la sécurité de chacun aussi.

• Maria Mariana

Facétieux État...

Les Français pourront désormais prendre l'avion vers la Corse même sans raison impérieuse, après une modification du décret sur les restrictions de déplacement publiée mercredi 3 juin au Journal officiel. Après l'épidémie de covid-19 et le ralentissement du virus en Corse, les autorités sanitaires ont décidé de lever le plan blanc. Les établissements de santé insulaires retrouveront donc une activité quasi normale. Il ne reste donc plus à la majorité nationaliste qu'à désormais abandonner son funeste projet de passeport sanitaire dont le président de l'exécutif reconnaissait lui-même avec une benoîte ingénuité qu'il était impossible à réaliser. Et surtout parfaitement inutile.

L'arroseur arrosé

Il a donc fallu que les parlementaires et les élus corses de toutes tendances montent au créneau pour que le gouvernement change l'article 10 du décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 qui limitait la circulation aérienne entre la Corse et le Continent sauf un motif impérieux et jusqu'à nouvel ordre.

Or l'article n'avait pas pour cadre la seule Corse. Il y était bien spécifié :

groupe que les collectivités territoriales de la France d'outre-mer énumérées à l'article 72-3 qui distingue quatre catégories de collectivités territoriales :

* le département et région d'outre-mer, régi par l'article 73 ;

* les collectivités territoriales créées en application du dernier alinéa de l'article 73 ;

* la Nouvelle-Calédonie, régie par le titre XIII (articles 76 et 77) ;

* les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et l'île Clipperton. Ces deux dernières collectivités qui sont inhabitées sont régies par la loi. En l'occurrence, elles sont régies par la loi du 6 août 1955 portant statut des TAAF et de l'île Clipperton. Sans posséder un esprit particulièrement tordu, on peut deviner derrière cette décision un brin de malice. « *Vous voulez vous distinguer du continent en demandant notamment un passeport sanitaire arguant de la fragilité de la situation corse ? Eh bien vous allez être servis puisque vous voilà mis sur le même plan que l'outre-mer.* » Tel est pris qui croyait prendre.

De pas de côté en reculades

On a presque le sentiment que l'une des préoccupations majeures des groupes nationalistes, plus qu'un souci sanitaire majeur, a été de ne pas se laisser déborder les uns par les autres en cherchant à tout prix à s'opposer au pouvoir central. Ainsi dans un coup de génie



sans lendemain, le président Talamoni en appela à l'OMS pour sauver le peuple corse de la nouvelle peste, décrivant notre île comme l'un des principaux foyers épidémiques les plus virulents de l'Europe. Las, la Corse fait en définitive partie des territoires relativement épargnés. Puis il y eut cet appel de la majorité tout entière à refuser la réouverture des écoles. Ce sont vraisemblablement près de 60 % des établissements scolaires primaires qui ont ouvert ou qui vont ouvrir sachant que les enfants ne peuvent être atteints par le Covid et par voie de conséquence ne saurait en être le vecteur. Une majorité de maires ont ainsi fait entendre leur désaccord avec l'exécutif. La Collectivité territoriale a ensuite pris la lourde responsabilité de ne pas mettre à la disposition des collèges et lycées ses personnels techniques. L'affaire sera jugée par le tribunal administratif sur demande du rectorat et de la préfecture. Il est vrai que le gouvernement nous avait pondu un protocole sanitaire ubuesque, impossible à respecter et qui n'avait d'autre fonction que d'éviter un éventuel procès type sang contaminé. Enfin, Gilles Simeoni, tentant de jouer le Lord Protector de son peuple, a demandé, que dis-je exigé, un passeport sanitaire pour tout visiteur alors même que l'épidémie prenait fin et que le seul devoir de l'exécutif était de participer à une sorte de reconstruction nationale. Certains de ses commensaux ont d'ailleurs cru bon de déployer des tonnes d'agressivité pour justifier cette mesure absurde laquelle a provoqué une levée de boucliers des professionnels du tourisme, c'est-à-dire une partie de la base électorale nationaliste. Il y a tout lieu de croire que cette idée va être abandonnée en rase campagne. À charge des hardis pionniers de cette mesure de trouver les arguments pour justifier le retrait d'une mesure qu'hier encore ils prétendaient indispensables pour la survie du peuple corse.

• GXC



- 1° Au départ du territoire continental de la France à destination de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ou de la collectivité de Corse.

C'est donc une revendication essentielle des nationalistes que le gouvernement a satisfaite par la bande : celle d'appartenir au même

Personnes âgées dépendantes : confinement et discrimination

Le manque de masques, de solution hydroalcoolique et de protocoles de sécurisation sanitaire ont abouti à discriminer les personnes âgées en situation de dépendance. C'est grave !



Fête des mères... La quatrième sans pouvoir la souhaiter avec un « Bonne fête maman ! », un gros bouquet, un bon gâteau, un beau cadeau, des bisous. En effet, il y a quatre ans que « Ma maman » a rejoint avec confiance et sérénité un monde qu'elle appelait « Paradis ». Je me souviens... Les années ayant suivi son dernier voyage, le jour de la Fête des mères, je souffrais de ne plus pouvoir franchir la porte de l'établissement dénommé EHPAD où « Ma maman » avait décidé, étant encore en pleine possession de ses capacités mentales, de se retirer après une fracture du col du fémur. Elle avait estimé qu'à l'âge de 85 ans et des semestres de plus, ce lieu était le plus adapté au besoin de sécurisation qui s'était insinué en sa personne. Elle avait considéré que sa descendance avait bien d'autres choses à faire que de la « supporter ». Elle jugeait normal que « s'occuper des vieux » permette à des jeunes de gagner leur vie. Cette année... Ma tristesse a été remplacée par du soulagement. Je suis heureuse que « Ma

maman » n'ait pas été contrainte de vivre le cauchemar qui a été celui de nombreuses personnes âgées durant plus de trois mois. J'en remercie le Ciel, elle n'a pas subi d'horribles souffrances sur des lits d'hôpitaux. Elle n'a pas été confrontée à la peur que la maladie se glisse dans sa chambre du fait d'un contact avec une soignante, d'une discussion avec une pensionnaire ou d'une embrassade avec moi, un autre membre de la famille ou une connaissance. Elle n'a pas connu le silence angoissant et interminable de la solitude dans une chambre où n'auraient pu pénétrer que des personnes masquées et des odeurs de solutions hydroalcooliques. Je pourrais certes m'en tenir à être satisfaite que les circonstances aient fait que « Ma maman » n'ait pas souffert d'un environnement Covid19. Mais je ne puis en rester là.

Le déconfinement renforce les inégalités

Il m'est insupportable de penser que ces derniers mois, si ma mère avait encore été de ce monde, sa liberté aurait été abusivement

réduite du fait de l'incapacité des autorités sanitaires de lui fournir ou de fournir à son EHPAD des moyens de la préserver du Covid19. En effet depuis la fin du mois de février, les carences de l'organisation sanitaire de notre pays ont conduit à spécifiquement réduire ou supprimer, pour les personnes dépendantes, le droit d'aller et venir, de se déplacer d'un endroit à un autre, de recevoir des visites. Le manque de masques et de solution hydroalcoolique puis celui de protocoles de sécurisation sanitaire efficaces ont abouti à discriminer les personnes âgées en situation de dépendance et à accentuer les inégalités. C'est grave ! C'est d'autant plus grave qu'aucun texte ne l'autorise. En réalité, réduire les droits de ces personnes dans des conditions différentes de celles de personnes dites valides contrevient à la « Charte des droits et des libertés de la personne âgée en situation de handicap ou de dépendance » qui met l'accent sur la qualité de vie dans les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux et plus particulièrement sur les droits suivants des pensionnaires : toute personne âgée dépendante garde la liberté de choisir son mode de vie ; toute personne âgée dépendante doit conserver la liberté de communiquer, de se déplacer et de participer à la vie de la société ; le maintien des relations familiales et des réseaux amicaux est indispensable aux personnes âgées dépendantes. Ce constat de gravité n'est pas que mien. « Le déconfinement renforce les inégalités » a conclu la députée La République En Marche de Loire-Atlantique Audrey Dufeu-Schubert après avoir dénoncé des différences de traitement entre les personnes confinées en EHPAD et celles confinées à domicile.

• Alexandra Sereni

Violences policières et violences des sociétés

L'attitude policière reflète généralement la façon dont les institutions considèrent leurs citoyens et entendre régir les contradictions sociales et sociétales. Les systèmes d'organisation policière sont différents selon les pays mais les hommes qui composent ces différents corps n'agissent qu'en fonction des latitudes que leurs dirigeants leur laissent par intérêt, devoir ou contrainte. La mort atroce de George Floyd à Minneapolis et les réactions à cet acte sont les indicateurs du degré de violence de la société et plus particulièrement de degré de violence raciste dans ces États-Unis profondément marqués par le trumpisme et plus spécifiquement une pandémie qui touche de façon plus importante la population afro-américaine. Mais c'est aussi le résultat d'une mondialisation dont le covid a révélé les effets disruptifs parmi les couches les plus pauvres. D'une certaine façon, avec ces émeutes les États-Unis qui opéraient un repli protectionniste, réapparaissent dans le concert des nations.

Un pays né du racisme et dans la violence

Les États-Unis ont poussé sur un charnier : celui des peuples amérindiens. Puis ils ont cru sur un second crime : celui de l'esclavage. Enfin, ses citoyens n'ont jamais abandonné l'idée qu'il était presque obscène de renoncer aux droits primitifs des premiers colons face un état souvent perçu comme dictatorial. Et le premier de ces droits est la défense de la propriété future au prix de la violence individuelle. Les États-Unis ne connaissent pas moins de 15.000 polices différentes obéissant toutes, à l'exception du FBI, à des chefs élus par leurs concitoyens. La politique du résultat à tout prix est donc essentielle et les États-Unis sont l'un des pays les plus carcéraux au monde. La justice est souvent expéditive. Le plaider-coupable ne prend pas en compte l'innocence ou la culpabilité mais le coût d'une enquête et le moyen d'y échapper. Enfin mieux vaut avoir un bon avocat, donc un avocat cher. Les Afro-Américains qui représentent 12 % de la population totale forment le tiers de la population carcérale. En cause, la misère sociale dans laquelle végètent les descendants d'esclaves depuis la création des USA le 4 juillet 1776. Depuis quatre présidents ont été

assassinés et trente tentatives d'assassinat ont été perpétrées. Chaque année, près de quinze mille personnes meurent assassinées par armes à feu et le double se suicident. Là encore le pourcentage d'Afro-Américains est accablant. Il faut cependant souligner que 98 % de ces victimes ont été tuées par d'autres Afro-Américains. C'est dans un pareil contexte qu'un policier a assassiné George Floyd sous le regard indifférent de ses trois collègues. Plus qu'un fait statistique c'est le signe d'un malaise terrible qui perdure depuis des siècles et qui, au détour de la pandémie, est devenu un signal insupportable.

En France aussi...

Le contexte international de ces émeutes américaines est celui d'un soulèvement quasi général dans le monde contre les gouvernements. Pérou, Chili, Algérie, Afrique noire, Hong Kong, Inde... aucun continent n'est épargné par cette contestation des pouvoirs en place preuve que la mondialisation n'a pas satisfait les attentes. La pandémie a mis en exergue les fractures sociales et poussant les couches sociales paupérisées à se faire entendre. En France, la présidence d'Emmanuel Macron est soumise à des turbulences depuis presque trois années qui, ajoutées à la pandémie,

l'ont obligé à abandonner des réformes qu'il présentait comme essentielle. Et voilà que surgissent ces affrontements qui prennent le plus souvent le visage des communautarismes ou du racisme après celui de la contestation sociale. De tels mélanges sont hautement détonants d'autant que les pouvoirs en place n'ont guère de solutions à apporter sinon le repli sur soi, une sorte de confinement national en quelque sorte. Nous allons donc assister à un combat du système capitaliste qui, par essence, cherche le profit maximum à n'importe quel prix donc toujours plus de consommateurs, toujours plus d'espace et les peuples qui demandent à manger. Le pouvoir explosif de la situation réside bien dans ce paradoxe. Les gouvernements vont offrir aux peuples du pain et des cirques mais à une condition : que toute contestation cesse. C'est bien le sens des lois liberticides qui prennent le pas sur la démocratie un peu partout dans le monde. Si des voix ne s'élèvent pas plus fermement contre de telles menées aux USA comme en Chine ou en Russie, nous irons tout droit vers un monde où la sécurité détruira les unes après les autres nos libertés individuelles.

• GXC

Maschere : u bellu sustegnu di e donne d'Eccica Suarella

Quandu hè statu principiatu u cunfinamentu, di marzu scorsu, unepoche di donne di a cumuna d'Eccica Suarella si sò impegnate à prò di l'anziani. Una demarchja, prestu, allargata à tuttu u paese è aldilà. Per sbuccà, à a fine, nantu à 1500 maschere...



À l'iniziu, ci era un'idea. Quella di Thérèse Malu, abitante d'Eccica Suarella. Semu à metà di u mese di marzu, u cunfinamentu vene di principià è s'è oghje, e maschere si trovenu da per tuttu (ancu ind'e stazzione d'essenza !), eranu poche à l'epica. In e cumune di u mondu rurale, induve campanu assai persone anziane, ci era un'inquietudine. « *Ci vulia à fà prestu per sustegne i nostri anziani, spiega Thérèse Malu, prima quelli in giru à e nostre famiglie. Tandù, aghju pigliatu cuntattu cù Yannick Pellegrinetti, a me cugnata è Marie Jo Bacchiollelli a me cugina. Ci era una dumanda di a merria per l'Epahd di Cavru chì era in cercà di maschere. Avemu travagliatu monda. À pocu à pocu, a squadra s'hè allargata.* » Di fattu, ci vulia à truvà stracci, linzoli, vechje magliette ecc. Per fà e maschere. È dopu, lavà, taglià, cosge, stirà è in fine, purtà u tuttu à a ghjente. Pian'pianinu, s'aghjustanu d'altre donne (Cathy R., Marie Do, Manou, Caroline, Cathy S., Anne, Dany, Anne-Marie...) è l'organizzazione si mette in piazza. « *Cathy, un'anziana sartora prufessionale, s'era messa à dispusizione per cosge. Per ciò chì tocca à l'altre, ci semu spertutu u travagliu...* »

Finalmente, duicentu maschere seranu purtate à l'Epadh di Cavru. Ma, in tempu di cunfinamentu, ci vulia à fà casu chì e surtite eranu difese, fora di e necessità. Tandù, sò Francè Pellegrinetti è Antò Bacchiollelli chì sò stati incaricati d'esse l'arricadori.

« Da ottu ore di mane à dece ore di sera »

L'affare si sviluppa assai è a merria mette una sala à dispusizione. Nanzu di passà cumanda. Subbitu, i benevulenti, s'impegnanu à prò, sta volta, di i spinghjifochi di u Pumonte, in Aiacciu. À tempu, e dumande affaccanu da



tuttu u paese. Ciò chì custringhjete a squadra à travaglià ghjurnate sane. « *Certe volte da ottu ore di mane sin'à dece ore di sera, aghjusta Thérèse, senza elastichi, avemu messu sistemi in piazza per chjode e maschere. Avemu dinò, fattu camisette di prutezzione per u persunale di l'Uspidale d'Aiacciu...* » Cusì, da u quindici di marzu sin'à l'ondecì di maghju, è forse appena dopu, 1500 maschere sò state fate da i benevulenti. « *Ne ferma unipochi ma l'affare hè guasgi compia.* » Una manera di mostrà ch'è a solidarietà esiste sempre ind'i nostri paesi...

• F.P.



« *Mediterraneo* » à l'honneur

Un prix pour « *Lumière et Ombre* »

Le magazine « *Mediterraneo* » coproduit par la RAI Sicile, France 3 PACA, France 3 Via Stella, primé par la Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen pour « *Lumière et Ombre* » de Yannick Aroussi. Un reportage aussi pertinent que pétri d'humanité, tourné en 2018, à Riace en Calabre.



Riace ou le contre-exemple parfait d'une politique d'immigration inventive fondée non sur le rejet de l'autre mais sur l'insertion. Dans ce village de moins de 2000 habitants, situé sur la côte ionienne, en bas d la botte italienne, Domenico Lucano, le maire d'alors, avait lancé un projet ambitieux : « *Città futura* ». Objectif ? Réinsuffler de la vie

dans un endroit déserté par sa population depuis des décennies car partie au Piémont ou en Argentine. Un désert, Riace. Le maire voulait la réouverture des ateliers, de commerces, de l'école et le démarrage d'une expérience de tourisme solidaire. Opération réussie... un moment, puis haineusement contrecarrée par La Ligue et par le 'Ndrangeta. Interpellation de l'édile, ensuite assigné à résidence à 12 km de chez lui. Interdiction faite à sa femme de quitter Riace. Une décision politico-administrative, révoquée d'ailleurs par jugement un an plus tard... Le temps de faire élire un successeur plus docile que Lucano et soutenu bien sûr par le parti de Matteo Salvini.

Griefs à l'encontre de Domenico Lucano ? Avoir cautionné des mariages dits blancs et ne pas avoir respecté les modalités d'un marché public concernant les ordures. De la part des hommes de la mafia calabraise cela à la saveur de la strychnine ! Reproches

plutôt fallacieux, donc. En fait, n'était pas pardonné à Domenico Lucano son accueil réservé aux migrants. Pourtant son attitude n'avait rien de bien nouveau puisque le village avait ouvert ses portes, depuis 1998, à des réfugiés kurdes, afghans, érythréens, somaliens.

L'arrivée au pouvoir de la Ligue et de 5 Etoiles stoppa net les aides publiques en faveur de l'hébergement et de la formation des migrants. Résultat ? Ils partirent. Riace se rendormit d'un sommeil profond. Et les panneaux de maisons à vendre recommencèrent à foisonner. Que peut-il advenir de cette expérience aujourd'hui que la gouvernance à Rome a changé ? Trop tôt pour le prédire alors que l'Italie est sous le choc du Covid 19.

Le reportage de Yannick Aroussi donne la parole à ceux qui ont été solidaires de l'aventure généreuse de Lucano. Voilà, l'occasion de portraits touchants et de propos à méditer.

• Michèle Acquaviva-Pache

Comment est né « *Mediterraneo* » ? La vie du magazine a-t-elle été un long fleuve tranquille ?

« *Mediterraneo* » est le plus ancien des magazines de France 3 Corse puisqu'il a une bonne vingtaine d'années. On le doit à Sampiero Sanguinetti, directeur des programmes de France 3 Corse basé à Marseille. C'est lui qui a établi les premiers contacts avec la RAI et d'autres TV (Algérie, Malte) ont suivi. Il y a cinq ans la RAI a cessé sa collaboration. Sous l'impulsion de Philippe Martinetti un nouvel accord a été signé avec la télévision publique italienne il y a deux ans. Pour notre part nous n'avons jamais arrêté la production et la diffusion du magazine.

Pour quelles raisons certaines TV publiques ne sont-elles plus parties prenantes de ce programme ?

Avec la crise économique la télévision grecque n'a plus eu de moyens, mais nous avons conservé des liens avec elle. Si l'Algérie est partie c'est parce qu'il y a eu une vague de changement à sa direction...

Le prix remporté par « *Ombre et Lumière* » a été décerné par la COPEAM (Conférence Permanente de l'Audiovisuel en Méditerranée). Quel est le rôle de cet organisme ?

« *Ombre et Lumière* » de Yannick Aroussi a reçu le prix des échanges de reportages internationaux. La COPEAM a son siège à Rome. C'est une association qui regroupe toutes les TV publiques méditerranéennes. Elle fonctionne comme un think tank, outre des prix elle organise des rencontres, des ateliers, des sessions pour les journalistes. Elle réunit ses membres chaque année dans un pays différent.

« *Accompagner l'évolution du monde méditerranéen, c'est notre ADN* ».

Thierry Pardi, rédacteur-en-chef de « *Mediterraneo* » Via Stella.

Réalisez-vous des coproductions avec toutes les TV de la COPEAM ?

Je vais citer l'exemple d'« *Inter-Rives* » qui associe une dizaine de TV méditerranéennes et dont les thématiques sont fixées tous les deux ans. Parmi celles-ci : les ports de la Méditerranée. C'est ainsi qu'a été tournée un reportage de Michèle Don Ignazi et de Stéphane Gallais sur le port de Bastia.

Les différentes langues des reportages sont-elles un problème ?

On s'occupe des doublages et des sous-titrages en interne avec nos traducteurs d'Ajaccio ou de Marseille. L'utilisation de différentes langues par les reporters ne sont donc pas un frein.

Comment est organisé le magazine ?

Chaque semaine il dure 26 minutes. Chaque sujet a de 7 à 13 minutes. Côté France 3 il y a une équipe à Ajaccio et une à Marseille, l'une de Via Stella, l'autre de France 3 PACA. A Ajaccio nous employons deux journalistes à plein temps. A Marseille il y en a un. Les apports de la RAI sont réalisés à partir de Palerme. Lors de chacune de nos éditions il y a un sujet de la télévision publique italienne et celle-ci diffuse un de nos reportages. « *Mediterraneo* » ne dépend pas du JT

mais de l'Antenne (programmes). Notre rôle n'est pas de nous occuper des news mais d'être connecté à l'actualité du moment.

Quels sont vos sujets prioritaires ?

On fait un point mensuel pour déterminer pays, angles, thématiques à traiter. Je valide également, si tel est le cas, des propositions faites en externe. Nous sommes très ouverts quant au choix des sujets à aborder. Yannick Aroussi de France 3 PACA suit plus particulièrement Moyen et Proche-Orient. François Tortos est plutôt compétent pour l'arc latin méditerranéen. Nous mettons volontiers l'accent sur les îles ce qui est logique de la part de Corses et de Siciliens.

Qu'est-ce qui a retenu votre attention dans la dernière période ?

On a traité des questions de migrations, des soulèvements populaires en Algérie, Tunisie, Egypte, Libye. On a aussi développé les problématiques environnementales : gestion de l'eau, énergies renouvelables, sans oublier la culture, le patrimoine, l'histoire.

A votre avis qu'est-ce qui fidélise le public de *Mediterraneo* ?

Le fait de proposer des reportages, de mettre en valeur l'image, de s'attacher au ressenti des gens qu'on filme et de leur accorder une vraie écoute. Notre but est d'apporter le reflet le plus large possible de ce qui se passe en Méditerranée.

Assez sombres vos sujets ?

On est éclectique ! En évoquant les œuvres d'artistes qu'ils soient peintres ou musiciens je ne pense pas qu'on soit obligatoirement sombre... Ce qu'on veut c'est ne pas éluder les questions. Récemment nous avons été en Toscane pour parler du traitement des déchets. Notre propos est parfois difficile, mais on ne se dérobe pas comme le prouve nos reportages en Palestine.

Personnellement les sujets qui vous ont marqué récemment ?

Ceux sur les camps de réfugiés au Liban, en Turquie, sur le travail des ONG qui sauvent des migrants en Méditerranée.

Des reportages plus joyeux ?

Ce sont fréquemment des portraits d'artistes tel « Picasso et la Côte d'Azur », ceux montrant des panoramas et des lacs de la montagne corse, ceux qui sont des récits de mémoire ainsi ces témoignages rapportés des îles grecques.

Que signifie la récompense obtenue par « *Lumière et Ombre* » ?

Elle couronne le travail d'une équipe : journaliste, caméraman, monteur, mixeur... C'est également une satisfaction pour l'Antenne de Via Stella. C'est un encouragement... En l'occurrence nous retournerons à Riace pour témoigner de ce qui est arrivé après les changements politiques intervenus à Rome.

Des projets ?

Reprendre les tournages interrompus par la pandémie. Cerner les répercussions du Covid 19 sur les pays du pourtour de la Méditerranée qui est en pleines mutations. Accompagner l'évolution du monde méditerranéen, c'est notre ADN.

• **Propos recueillis par M.A-P**

Tempête sous les crânes

On se souvient de l'explosion de violence intérieure déclenchée par le dilemme qu'éprouve Jean Valjean entre l'obligation de se dénoncer à la place de Champmathieu ou continuer sa vie et faire condamner un innocent. Victor Hugo pose le problème difficile du choix entre le bien et le mal avec une acuité redoutable. Est-on le spectateur de sa propre vie ou l'acteur principal de son destin ?



Le choix des manifestants répandus sur les chaussées des principales cités du monde à l'occasion de ces pathétiques affaires, George Floyd et Adama Traoré, pose judicieusement le problème. A quoi cela sert-il et jusqu'à quel point sommes-nous concernés ? Il y a là une limite à la conscience que l'on ne discerne que trop bien. Commettre une injustice est-ce la même chose que de ne pas s'indigner devant une injustice, avec ce corollaire, comment le faire ? La société médiatique nous a appris à vivre par procuration et nous faisons office de perroquet plus souvent qu'à notre tour. Les *Jacques- a- dit* armés de torches et de brûlots qui circulent sur les voies publiques ne sont guère différents de la population venue applaudir au supplice de Damien. C'est l'indignation qui les pousse à l'expression. En cela ils compatissent et communient. Ils sont l'âme de la société. Il faut se faire à cette respiration d'un corps mythologique autant que vrai, que l'on peut nommer dorénavant la « conscience universelle ». Au delà des mers et des continents il s'est dégagé un esprit qui enjambe les simples nations pour réunir une idée commune à l'humanité toute entière. En ce sens, l'émotion qui parcourt aujourd'hui le monde occidental rejoint les valeurs fondamentales du christianisme des commencements. C'est de la dignité de

l'homme qu'il s'agit. Le débat voulu par certains semblant opposer les particularités de la société américaine à la française me paraît donc particulièrement déplacé et même inopportun. A-t-on le droit de tuer un homme en l'écrasant sous un genou à des fins simplement pratiques et utilitaires de maintien de l'ordre ? C'est la question posée et la réponse révolte dans sa simplicité : non, bien sur. Les questions subséquentes ayant trait à la couleur de la peau, à la race supposée, à la condition sociale ou toute autre, ne peuvent apparaître par voie de conséquence que déplacées voire subalternes. On ne traite pas les hommes ainsi. Tout le reste n'est qu'arrière pensée politique ou récupération partisane, donc nécessairement dérisoire. Ce débat dans ses finalités métaphysiques ne peut manquer d'intéresser la société moderne tellement en manque de questions essentielles que son personnel politique en vient à ergoter sur l'opportunité d'en traiter dans une période d'élection politique. Ce serait une erreur d'éluder ainsi la question, car elle se pose : quelle place voulons-nous réserver à l'homme dans le monde que nous voulons bâtir, et de quel respect doit-on accompagner sa personne ? On le voit, il n'est pas vain de s'interroger ainsi. Il y va de la dignité de l'individu comme je l'ai dit, mais aussi de la liberté d'être ce que nous sommes, des êtres pouvant dire et penser en toute indépendance. A ce propos, l'événement feuilletonesque des tentatives d'expression libre du Professeur Raoult nous renvoie un assez mauvais signal quant à la liberté d'exprimer des opinions différentes du récit obligatoire édicté par les autorités. Avoir le sens de l'Homme c'est respecter son identité et sa liberté d'être et de penser. Malheureusement les manifestations sus-décrites ne suffiront pas à elles seules à établir durablement cette nécessité constitutive

d'un ordre social juste et volontairement consenti. A tout prendre la conscience du Professeur Raoult est peut-être plus utile que les émeutes de la Maison Blanche. Je voudrais citer pour finir le soliloque d'*Hamlet* pour fixer le « hic » dont parle André Gide dans sa judicieuse traduction :

*Être, ou ne pas être, c'est là la question.
Y a-t-il plus de noblesse d'âme à subir
la fronde et les flèches de la fortune hostile,
ou bien à s'armer contre une mer de douleurs
et à l'arrêter par une révolte? Mourir..., dormir,
rien de plus... et dire que par ce sommeil
nous mettons fin
aux maux du cœur et aux mille tortures
naturelles
qui sont le legs de la chair: c'est là un
dénouement
qu'on doit souhaiter avec ferveur. Mourir...,
dormir,
dormir! peut-être rêver!. C'est là le hic.
Car quels rêves peut-il nous venir dans ce
sommeil de la mort,
quand nous sommes débarrassés de l'étreinte
de cette vie ?
Voilà qui doit nous arrêter. C'est cette
réflexion-là
qui nous vaut que le malheur a si longue
vie.*

(William Shakespeare)

• Jean-François Marchi

P.S

Je regarde la télévision et je suis fatigué des sous-titrages illettrés qui déshonorent le bas des images projetées. A quand la fin du charabia et des fautes d'orthographe sur les réseaux hertziens? Faut-il les interdire à nos enfants ?

TOP

• **MOBY LINE.** La compagnie italienne effective, avec son ferry « Bastia », jusqu'à quatre rotations quotidiennes entre Santa Teresa di Gallura (Sardaigne) et Bonifacio.

• **SANDRINE GUIDONI ET FANNY GUENATEF.** Elles perpétuent, dans la forêt de Bonifato, la tradition des bergers corses.

• **LES BRIGADES SANITAIRES.** Leur action dans le cadre du dispositif « contact Covid » est exemplaire.

FLOP

• **LA GESTION DES DÉCHETS.** La facture de leur transport vers les incinérateurs du continent atteint des chiffres éreintants.

• **POULES SALISSANTES.** Leur acquisition pour un élevage « parental » prend ses distances avec la propreté.

• **JOSEPH MICHELI.** L'ancien maire de Centuri a été mis en examen pour faux en écriture publique et usage.

Carl'Antò I puttachji

UNE INCROYABLE AMENDE !!!

Elle s'élève à 20 millions d'euros et ce n'est qu'une partie des 84 millions que la Corsica Ferries devra payer à la Collectivité de Corse condamnée à verser cette somme pharamineuse par la Cour administrative d'appel pour concurrence irrégulière à l'actif de la SNCM entre 2007 et 20013 alors qu'elle était toujours une compagnie maritime nationale. Et selon

Pierre Mattei, président de la Corsica Ferries « Ce n'est que l'arbre qui cache la forêt. Un petit élément parmi plusieurs contentieux » affirme Gilles Simeoni, président du conseil exécutif de Corse, qui souligne que ce « cad-eau » a été laissé par ses prédécesseurs, en l'occurrence la majorité de droite qui avait validé un service complémentaire manifestement illégal ayant profité à la SNCM avec l'aval de l'Etat. Et d'annoncer qu'il allait se pourvoir devant le Conseil d'Etat afin de contester l'incroyable somme que la Collectivité territoriale avait été condamnée à verser.

SOURIRE THERAPEUTIQUE.

Vous n'avez peut-être pas encore rencontré cette pharmacienne prête à vous accueillir dans Le centre de Bastia et vous donner le médicament qui guérit ou soulage pas seulement vous-même mais aussi votre animal de compagnie : chaton, caniche ou bull dog, si vous avez la folie des grandeurs, pour ne citer que celui-là, à moins que vous n'avez entendu l'histoire de cette tortue qui s'est relevée en pleine forme après une chute de quatre étages et quelques médicaments précédemment délivrés, avec le sourire, par la pharmacienne précitée, sur l'ordonnance d'une non moins souriante vétérinaire qui savait à qui s'adresser. Il n'est pas permis d'en dire davantage, même si cette publicité a été quelque peu dissimulée, mais on se contentera de saluer la récipiendaire pour son sourire « thérapeutique » qui traduit tout un art de vivre et de servir.

TOUT NOUVEAU TOUT BEAU ?

On connaissait déjà les « nouvelles femmes » qui ne cuisinent jamais et font la fortune des traiteurs ; les « nouveaux maris », grands spécialistes de la vaisselle, des biberons et des couches de bébé ; les « nouveaux couples », mariés pour trois ans en moyenne et qui

composent et décomposent allègrement des familles pour ensuite en recomposer. Toutes ces nouveautés ne simplifient pas toujours la vie, et encore moins l'embellissent, mais par moment c'est rigolo. Et les « nouveaux médecins », alors, comment vous les trouvez ? Ils veulent bien recevoir en consultation mais seulement aux heures de bureau, et cinq jours sur sept. Pas de visites à domicile. Ils sont partisans de la médecine préventive. Le bon patient bien éduqué va les voir sur rendez-vous, par simple précaution. Le vrai malade, souffrant, inquiet, en danger, c'est bon pour l'hôpital, le SAMU, les urgences. Le « nouveau médecin », veut une vie tranquille : il n'est même pas candidat à un mandat politique. C'est dire...

L'ÉPARGNE COURTISÉE

L'épargne corse avait été appelée naguère par Corsica Nazione à une réflexion sur cette épargne. On sait que le bas de laine insulaire est particulièrement épais et il n'est pas exagéré de dire qu'il représente plus de millions d'euros que n'importe quel budget public à part celui de la collectivité territoriale et encore.... Le Corse est épargnant par nature, il met son argent de côté, comme il mettait jadis en réserve ses provisions pour l'hiver. Il semble donc qu'il serait bien difficile de lui faire soutenir tout investissement local aussi prometteur soit-il. Des sommes colossales sont donc entassées et ne servent à pas grand-chose, sauf à alimenter la Caisse des Dépôts et Consignations qui les utilise comme elle veut et sans que l'épargnant n'en sache rien. Mais de là à qu'elle les lâche pour favoriser l'essor de l'économie corse il y a un pas, deux peut-être, qu'elle n'est pas près de franchir. A moins que Corsica Nazione ne déploie des trésors de persuasion ce dont elle est évidemment incapable.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Société :

Nom, prénom :

Adresse :

- ☐ 6 mois au prix de 55€ au lieu de 57,20€
- ☐ Abonnement 1 an au prix de 100€ au lieu de 114,40€
- ☐ Abonnement 2 ans au prix de 180€ au lieu de 228,80€
- ☐ Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Journal de la Corse »
- ☐ Règlement par mandat administratif
- ☐ Règlement par virement : CCM AJACCIO 10278 07906 00020738840 65
IBAN FR76 1027 8079 0600 0207 3884 065
BIC CMCIFR2A
- ☐ Je désire une facture

A retourner au : Journal de la Corse / 2, rue Sebastiani / BP 255 - 20180 Ajaccio Cedex 1 / Tél. 04 95 28 79 41 - Fax : 09 70 10 18 63
Annonces légales : journaldelacorse@orange.fr

HUMEUR

JDC

Football

La formation, priorité du SC Bastia

Les dirigeants du SC Bastia, s'ils ambitionnent de faire une bonne saison en National, ont aussi pour objectif de faire de la formation une priorité.



Pour le président Claude Ferrandi, le club doit avancer prudemment et ne pas faire n'importe quoi qui pourrait mettre en péril celui-ci. Et l'avenir pour lui passe par un centre de formation performant. Ce centre ou dans un premier temps l'académie sera gérée par l'association SCB, présidée par Marc-Antoine Luca. « Il ne faut surtout pas prendre de retard dans ce domaine » indique MA Luca. « La formation est essentielle pour le club car c'est à travers celle-ci que le club pourra durer et s'armer pour le futur ». Une vision bien entendu partagée par Claude Ferrandi: « L'académie doit servir pour alimenter l'équipe première mais doit aussi être un fonds de commerce ».

À la recherche d'un formateur d'expérience. Et pour diriger cette académie qui a vocation à devenir Centre de formation au retour du club dans le giron professionnel, les dirigeants entendent placer un homme d'expérience à sa tête. « C'est un challenge difficile » souligne MA Luca « car il doit figurer comme

un phare pour nos jeunes. Son profil est très proche de celui d'un Lilian Nalliss ou d'un Jean-Marie De Zerbi ». Ce ne devrait être hélas ni l'un ni l'autre. « L'indien » a de nombreuses propositions alléchantes et l'ancien adjoint de F.Antonetti, après son départ de Metz, souhaite prendre du recul et profiter de sa famille. Toutefois il n'a pas fermé la porte aux dirigeants bastiais. Mais la formation c'est aussi une question d'infrastructures et là aussi le SCB est en manque. « On s'est déjà rapprochés de professionnels pour aménager le country qui représente quand même une superficie de 12 à 14 ha » explique MA Luca. « Pour que nos jeunes travaillent dans de bonnes conditions il faut des infrastructures: des terrains mais aussi des bâtiments, des logements et cela demande un investissement important, impossible pour l'instant dans le monde amateur. On espère à l'horizon 2028 se doter de terrains, vestiaires, tribunes, centre d'hébergement mais il nous faudra d'ici là accéder au monde professionnel ».

Une fusion balayée par le virus

Afin d'accélérer la formation des jeunes, le SCB s'était rapproché d'un club expert en la matière: L'Etoile Filante Bastiaise. « Nous étions en contact avec un club ami qui faisait partie du Sporting avant. On était en discussion mais la crise sanitaire a tout fait capoter car des réunions, des visites de locaux n'ont pu se faire » déplore MA Luca. Dans ce domaine de la formation, les dirigeants bastiais soulignent également le travail important des socios du SECB. « Ils travaillent presque au quotidien sur le dossier. Récemment, ils se sont retroussés les manches pour donner un coup de neuf à des logements prévus pour nos stagiaires » souligne le président Ferrandi. « C'est par l'union que le club retrouvera son lustre » conclut-il.

• Ph.J.

Football : Les Socios dans la continuité



Le groupe de supporters du SC Bastia créé en 2017, renouvelait cette semaine son bureau. Les quelque 2387 socios étaient donc appelés à voter par Internet pour deux listes. Une liste qu'on pouvait qualifier d'historique avec une majorité du bureau actuel, dont le président, Jean-François Coquery, étoffée de nouveaux membres : « Dalli Bastia ! ». Et une deuxième liste, « Forza Bastia » conduite par Jean-Do Cucchi. 1245 membres ont participé au vote, soit 52,16%. La liste « Dalli Bastia ! » est arrivée largement en tête avec 79,33% des suffrages (971 votes pour) devant « Forza Bastia » qui n'a recueilli que 20,67% des voix (253 votes). Lors de la campagne, Jean-François Coquery, avait insisté sur son programme : « Nous avons deux idées fortes la formation avec notamment le projet de centre de formation au country de Borgo et la culture club ». Ainsi entre autres projets : poursuivre et accélérer le projet capital du centre de formation qui est la raison d'être du Socios Etoile Club Bastiais, solliciter des anciens joueurs emblématiques pour transmettre leur expérience à nos jeunes, renforcer le lien de confiance entre le club et les Socios, développer un espace Socios de type forum, faire voter davantage les Socios, poursuivre le travail initié par le club pour diffuser les couleurs du club dans la société insulaire en déployant des sections féminines, futnet, futsal, ou autre, du Sporting Club de Bastia, travailler à la mise en place d'un grand événement annuel autour du Sporting ou encore mobiliser les ressources de l'association lors d'opérations « sociales » comme la collecte pour les hôpitaux corses.



RENAULT
PRO+



© Getty Images - Shutterstock - Asia

Avec son véhicule électrique, Didier peut rouler partout⁽¹⁾ et tout le temps, sans rien changer à ses habitudes.

Avec Renault PRO+, changez d'énergie sans rien changer à votre business.



**NOUVELLES AIDES
GOUVERNEMENTALES⁽²⁾**

(1) Depuis le 1^{er} juillet 2019, seules les automobiles affichant une vignette Crit'Air 0 à 4 peuvent circuler à l'intérieur des zones à faibles émissions. La vignette Crit'Air 0 s'applique aux véhicules électriques.
Source : www.avere-france.org. (2) Voir conditions de reprise sur www.primealaconversion.gouv.fr

renault.fr



**Depuis 1983 créateur de Canistrelli
37 ans de tradition et d'innovation
Ind'è i paesi è cità**

**Depuis le
début de cette crise
vous contribuez à faire
vivre et travailler ces 40 familles
en achetant nos produits et pour cela
nous voulons vous dire**

Merci
de continuer à
consommer
local !



www.biscuiterie-afa.com

Tél. +33 (0) 4 95 22 94 18

**40 donne è omi per un solu scopu
U vostru piacè**





MERCREDI 10 JUIN



Plus de **80 bières**
à retrouver dans
nos supermarchés !

**DU PLUS DOUX AU PLUS AMER,
IL Y EN A POUR TOUS LES GOÛTS !**

IBU : International Bitterness Unit⁽¹⁾
est un indicateur du taux d'amertume d'une bière.
Plus l'IBU est élevé, plus la bière est amère.

⁽¹⁾ Unité Internationale sur l'amertume

**5 BOUTEILLES
AU CHOIX
ACHETÉES**

**+1
OFFERTE***

La bouteille offerte est la
moins chère des 6



**Bière blonde
Trois Chariots**

6,2 % Vol.

AMERTUME

IBU 29

1.89€
• 1L=5,73€

**BRASSERIE
DE SUTTER**



**Bière blonde
Bio Le Petit Vélo**

5 % Vol.

AMERTUME

IBU 21

2.49€
• 1L=7,55€

**BRASSERIE ARTISANALE
DU MONT VENTOUX**



**Bière IPA
Phinaert**

9 % Vol.

AMERTUME

IBU 30

2.19€
• 1L=6,64€

**BRASSERIE
LILLOISE**



**Bière blanche
Bio Basaltik**

5 % Vol.

AMERTUME

IBU 15

2.29€
• 1L=6,94€

**BRASSERIE
360**



**Bière IPA
Mont Blanc**

4,7 % Vol.

AMERTUME

IBU 30

2.05€
• 1L=6,21€

**BRASSERIE
DU MONT BLANC**



**Bière blonde Pale
Ale Bio Melusine**

5 % Vol.

AMERTUME

IBU 28

1.99€
• 1L=6,03€

**BRASSERIE
MELUSINE**

Toutes les bouteilles de cette page sont de contenance 33 cl • *Retrouvez toutes nos bières concernées par cette opération en supermarché et sur lidl.fr

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.